

## **Motion du CA du lycée Albert Schweitzer du 1<sup>er</sup> octobre 2020**

Les membres du CA du lycée Albert Schweitzer s'étonnent du manque d'anticipation et de préparation par le ministère d'une rentrée scolaire, qui contrairement aux affirmations n'a rien de normal.

Ainsi, les consignes très souples du protocole national sont sources d'interprétations très diverses au plan local quant à la mise à disposition du gel, à défaut de points d'eau, dans toutes les salles ou l'attribution des masques aux personnels, qui se fait en nombre très variable et le plus souvent sans notices.

Le manque d'anticipation touche cruellement les élèves malentendants qui un mois après la rentrée attendent toujours que leurs professeurs soient équipés de masques inclusifs toujours en commande.

Avec l'arrivée du froid se pose également la question de l'aération des locaux. La médecine de prévention, par mesure de précaution, préconise l'aération, en grand, des salles toutes les heures. Or le protocole national se montre moins contraignant et ne semble pas avoir anticipé ce que cela induit dans la mise en pratique.

La suspicion règne également quant à l'efficacité des masques distribués par l'administration. La médecine de prévention assure qu'ils sont suffisants et que ce qui compte est la manière dont ils sont utilisés et notamment leur renouvellement régulier par tous les acteurs... La réalité du terrain montre que l'on peut en douter, sans compter les masques qui glissent sous le nez, les élèves enrhumés... alors que nous travaillons dans des classes surchargées.

Ainsi, il est difficile d'entendre qu'il ne peut y avoir de cas contact en classe, puisque tout le monde porte le masque. Surtout quand les instances de l'éducation nationale montrent le plus grand zèle à faire respecter les distances physiques dans leurs locaux. Fort heureusement la circulation du virus semble, pour le moment, limitée dans le département.

Les membres du CA du lycée Albert Schweitzer regrettent également que le ministère n'ait pas anticipé d'allègements de programmes, ni de modifications du calendrier des examens, pour tenir compte des conditions très spéciales de la rentrée du fait du long confinement. Seule réponse aux inégalités engendrées par l'arrêt des cours : des heures supplémentaires qui arrivent tard et pour une durée très limitée. Des cours dédoublés, des classes moins chargées auraient été plus efficaces, surtout dans un contexte de conditions de travail dégradées par les suppressions de postes et la réforme des lycées.

En effet, la pandémie, dans l'éducation nationale, comme à l'hôpital, met en lumière les conséquences de la volonté de réduire les effectifs dans la fonction publique : plus de 1900 postes d'enseignants supprimés à la rentrée prochaine dans le secondaire, alors que les effectifs continuent d'augmenter, mais aussi la suppression du poste d'assistante sociale et la réduction des moyens en personnels de service et à l'intendance, dans notre établissement.

Ainsi, il est de plus en plus difficile aux personnels travaillant pour le service public d'éducation d'assurer leurs missions. Et le service public ne tient plus que par le dévouement de personnels, dont la tâche est encore compliquée par la pandémie : surcroît de travail pour les personnels d'entretien, pour l'infirmière, pour la vie scolaire et l'administration, fatigue accrue pour les personnels enseignants du fait du port du masque... La médecine de prévention relève des risques de dysphonie et un épuisement accru chez les personnels enseignants.

C'est pourquoi les membres du CA du lycée Albert Schweitzer demandent à la Région et à l'Etat selon leurs prérogatives :

- Des masques chirurgicaux gratuits pour les élèves et les enseignants, des masques inclusifs pour les langues ou la musique, du gel en quantité suffisante, des points d'eau plus nombreux, des amplificateurs de voix, des poubelles fermées ;
- De toute urgence, le renforcement du personnel médical dans l'établissement et le recrutement d'une assistante sociale ;

- Des moyens suffisants à l'intendance et en agents de maintenance et d'entretien : sur ce dernier point, nous sommes particulièrement inquiets de la mise en œuvre du Plan de qualité de service et revalorisation des métiers qui risque de réduire encore le nombre de personnels ouvrier et technique ;
- De vraies réponses aux questions des enseignantes documentalistes sur la qualité de l'air du CDI, bâtiments sans aucune ouverture pour aérer ;
- Un élargissement de la capacité d'accès à la demi-pension : en effet, le problème récurrent d'accès à la demi-pension est encore aggravé par les conditions sanitaires ;
- Une révision du calendrier des épreuves du baccalauréat, voire une suppression des épreuves communes encore plus difficile à mettre en œuvre cette année que l'an dernier ; l'annonce des dates des 15 et 16 mars pour le passage des épreuves de spécialité en terminales est un autre sujet d'inquiétude ;
- Une réflexion sur des temps de pause supplémentaires et une limitation des réunions qui allongent le temps de travail et donc la fatigue.